



Budget 2025 : à nous de faire payer les riches !

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser ! Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français,

gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

AGENDA

22/10 - 18h : réunion débat "Un grand geste pour la planète, renverser le capitalisme" (lieu sur demande)

26/10 - 14h30 - place de la République à Metz : manifestation de solidarité aux peuples palestinien et libanais

Pour suivre le NPA-Révolutionnaires :

EN BREF

O₂ Moselle – Un service à domicile qui laisse ses travailleuses à sec !

Les responsables de la boîte d'aide à domicile O₂ Moselle annoncent la fin du remboursement des frais kilométriques, sous couvert d'économies. Guillaume Richard, le patron du groupe, profite lui de 400 millions d'euros de bénéfices annuels. Mais ce sont les travailleuses, payées au SMIC, qui doivent assumer ces "économies".

À la place, on leur propose de "gros" tickets restaurant, alors que 50 % de ces tickets sont payés par les salariées elles-mêmes. Les aides à domicile, qui parcourent des dizaines de kilomètres par jour pour se rendre d'un lieu de travail à un autre verraient ainsi leur labeur réduit à du bénévolat. Pour stopper une telle attaque et gagner une augmentation de salaires, elles ne pourront compter que sur leur mobilisation.

Protection de l'enfance en danger

Le Conseil économique et social (CESE) a publié le 8 octobre un rapport dénonçant de très nombreux dysfonctionnements dans le fonctionnement de la protection de l'enfance. Des juges finissent notamment par renoncer à prononcer des mesures de placements d'enfants pourtant victimes de violences, sachant d'avance qu'elles ne seront pas suivies d'effet par manque de moyens. Partout les travailleurs sociaux et les syndicats tirent la sonnette d'alarme : on ne fait plus en fonction des enfants mais des moyens... qui sont largement insuffisants ! Mais la seule chose que les pouvoirs publics augmentent, ce sont les suppressions de postes.

1er octobre à Paris : une convergence réussie et des perspectives de lutte !

Lors de la manif du 1er octobre, la PJJ et le Samu social ont formé un cortège des grévistes du secteur social, rejoints par des salariés d'Onela, des étudiants sans-facs, des postiers, des profs et des agents de France Travail. Une belle démonstration de "tous ensemble" qui montre que les problèmes du secteur social – bas salaires, pénurie de personnel, licenciements... – préoccupent largement.

Et la combativité des travailleurs et travailleuses du secteur est à la hauteur des enjeux ! Le Samu social prévoit une grève le 17 octobre et les salariés d'Onela, en grève reconductible depuis février, se sont mobilisés le 10 octobre à Boulogne pour exiger une revalorisation salariale après une augmentation insultante de 13 centimes brut et afin de dénoncer le mépris de leur direction.

Chasse aux mineurs isolés à Paris

Un mois après la fin des JO, de nombreux migrants, dont une majorité de mineurs non accompagnés, reviennent dans la capitale. Mais leurs campements sont systématiquement démantelés par les forces de l'ordre sans qu'aucune solution de logement ou de « mise à l'abri » ne leur soit proposée. Ils ne sont ni pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (n'étant pas reconnus « mineurs » par l'État) ni ne peuvent s'adresser au 115, accessible seulement aux adultes. Ces jeunes sont condamnés à rester à la rue où ils sont pourchassés non stop par la police...

Un déficit... de services publics

Sur la même longueur d'onde que Barnier, la Cour des comptes préconise de faire des économies en sabrant dans les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales. Ce qui se traduirait par la suppression de... 100 000 postes d'agents, d'ici à 2030. Encore un mauvais coup contre les services publics territoriaux, qui manquent déjà cruellement d'effectifs notamment dans le domaine de l'action sociale et des politiques de solidarité. Quant à tailler dans les profits des grandes entreprises c'est une piste que les « sages » ont sans doute oublié d'explorer.

Ehpad "à bout de souffle" : vers une deuxième journée de solidarité ?

Toujours épargner le capital au détriment des travailleurs, voilà la solution révolutionnaire trouvée par le Sénat pour palier aux manques de moyens et difficultés que rencontrent nos collègues dans les Ehpad. Les personnels devraient donc travailler gratuitement un jour de plus ! Ce cadeau aux capitalistes d'Orpéa, SOS etc. après les multiples scandales ayant éclaté ces dernières années dans les structures accueillants des personnes âgées n'est rien d'autre qu'un blanc-seing à leur politique managériale et leurs économies de bout de chandelle.

L'extrême-droite étend son venin à l'Autriche

L'élection législative autrichienne, où le FPÖ a remporté 29 % des voix, reflète la poursuite de la montée de l'extrême droite en Europe, renforcée par les scores de l'AFD en Allemagne, Chega au Portugal, la banalisation du RN en France et les gouvernements installés en Italie et en Hongrie.

Cette situation appelle à amplifier les luttes contre les réformes racistes et face à la division des travailleurs qui fait le jeu du patronat. A l'heure où les migrants meurent de plus en plus nombreux en tentant d'accéder à une Europe qui se barricade, où les politiques réactionnaires harcèlent les sans-papiers, l'urgence est plus que jamais de construire l'union des travailleurs, d'où qu'ils viennent, seule perspective à même de contrecarrer ce fléau !